

Arnaud MONTEBOURG

*Saône-et-Loire (6^{ème} circonscription)
Socialiste, radical, citoyen
puis Socialiste, radical, citoyen et divers gauche*

Élu le 17 juin 2007

Adhère au groupe socialiste, radical, citoyen [J.O. du 27 juin 2007], devenu groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche [J.O. du 12 juillet 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 14 novembre 2007]

Membre de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 14 novembre 2007]

Cesse d'appartenir à la commission affaires économiques, de l'environnement et du territoire [J.O. du 29 novembre 2007]

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 29 novembre 2007]

DÉPÔTS

Proposition de loi n° 324 relative à l'introduction de l'action de groupe en France [24 octobre 2007]

Proposition de loi n° 391 relative à l'interdiction de présence d'organisme génétiquement modifié dans la production des produits agricoles bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité ou d'une appellation d'origine [7 novembre 2007]

Proposition de loi n° 403 visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages face à la hausse des prix des produits pétroliers et à développer les modes de transport alternatifs [13 novembre 2007]

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. [2 octobre 2007] (p. 2493)

Politique extérieure. Libye. Relations bilatérales [12 décembre 2007] (p. 5258)

Politique économique. Réforme. Travail, emploi et pouvoir d'achat, bilan [29 avril 2008] (p. 1773)

QUESTION ORALE SANS DÉBAT

n° 43, posée le 4 décembre 2007. Santé. Politique de la santé (J.O. Questions p. 7538). Appelée le 4 décembre 2007. Permanence des soins, financement (p. 4902)

RAPPELS AU RÈGLEMENT

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions des orateurs [10 juillet 2007] (p. 1659)

Déplore l'absence de réponse de la ministre de l'économie aux questions posées par les députés sur les exonérations relatives aux heures supplémentaires – évoque les réserves formulées par des membres du Conseil d'analyse économique [11 juillet 2007] (p. 1748)

Considère que la réduction de l'assiette des droits de mutation constitue une injustice sociale [12 juillet 2007] (p. 1893)

Souligne qu'il n'y a aucune obstruction de la part de l'opposition - demande que le Gouvernement réponde aux questions posées par l'opposition sur un texte mal préparé [13 juillet 2007] (p. 1924)

Juge la présidence partisane [13 juillet 2007] (p. 1933)

Place le débat en regard des moyens notamment budgétaires de la justice [17 juillet 2007] (p. 2148)

Trouve inacceptable que, ainsi que l'atteste le site internet du Sénat, dix-huit décrets d'application de la précédente loi relative à l'immigration soient toujours en attente [19 septembre 2007] (p. 2236)

Considère que le Gouvernement prépare des "augmentations de taxes" et l'interroge sur ses intentions en ce domaine [24 octobre 2007] (p. 3198)

S'inquiète de la baisse des crédits affectés aux soins de ville et des difficultés d'accès aux soins en zone rurale ; demande la présence de la ministre de la santé [24 octobre 2007] (p. 3213)

Demande une suspension de séance pour permettre au président de la commission des lois qui a manifesté publiquement dans son département contre les décisions prises au titre de la carte judiciaire de venir donner sa position [15 novembre 2007] (p. 4185)

Demande une réunion avec Mme Dati pour que tous les députés puissent obtenir les contreparties accordées aux députés de la majorité [15 novembre 2007] (p. 4189)

Demande des précisions sur le projet de "franchise" sur l'aide juridictionnelle [15 novembre 2007] (p. 4195)

Demande, dans un but d'équité, à Mme Dati de s'engager à recevoir les députés de l'opposition pour discuter des problèmes posés par la nouvelle carte judiciaire [15 novembre 2007] (p. 4200)

Regrette le manque d'explications du secrétaire d'Etat chargé de la consommation sur la proposition du

groupe socialiste ; s'indigne que la majorité traite l'opposition comme des "chiens de garde condamnés à la muselière" [21 novembre 2007] (p. 4480)

Exprime la "solidarité intellectuelle" du groupe socialiste à l'égard du sénateur Le Grand, nonobstant "quelque décision prise par le Bureau qui n'engage personne" [2 avril 2008] (p. 1164)

S'indigne de l'absence de la Garde des sceaux alors que le code pénal est transformé en "état d'exception", en contradiction avec les principes constitutionnels de la Charte de l'environnement obligeant toute personne à défendre le principe de précaution [8 avril 2008] (p. 1415)

Demande quelle est l'articulation entre la réforme du préambule et celle du corps de la Constitution [22 mai 2008] (p. 2338)

Souhaite que la méthode employée en commission pour les langues régionales soit utilisée pour traiter d'autres points du projet de loi constitutionnelle [22 mai 2008] (p. 2350)

Fait le point sur l'examen des quatre premiers articles du texte [26 mai 2008] (p. 2413)

Souligne une divergence entre le rapporteur et le groupe UMP [26 mai 2008] (p. 2450)

Souligne l'importance des modalités d'exercice du droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2633)

Demande au président, aux ministres et au rapporteur des garanties sur l'exercice du droit d'amendement [28 mai 2008] (p. 2634)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard : souligne que l'exposé des motifs du projet de loi précise que la nouvelle rédaction concernant le droit d'amendement "apportera une réponse au phénomène d'obstruction parlementaire" [28 mai 2008] (p. 2636)

Propose de trouver un compromis en examinant seulement l'article 22 [28 mai 2008] (p. 2654)

Interroge le président sur la lettre qu'il a envoyée aux présidents de groupe concernant sa volonté de réunir un groupe pluraliste pour établir un nouveau règlement [9 juillet 2008] (p. 4463)

Remarque que certaines modifications du règlement sont indépendantes de la révision constitutionnelle et qu'elles auraient déjà pu être engagées. Il craint qu'elles ne soient qu'un leurre [9 juillet 2008] (p. 4466)

Dénonce le risque que tout amendement rejeté en commission ne puisse pas être présenté de nouveau en séance publique [9 juillet 2008] (p. 4484)

DÉBATS

Projet de loi n° 4 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 juillet 2007] (1629, 1671) ; [11 juillet 2007] (p. 1707)

Son rappel au règlement (cf supra) [10 juillet 2007] (p. 1659)

Discussion des articles [11 juillet 2007] (p. 1724, 1737, 1770) ; [12 juillet 2007] (p. 1803, 1836, 1877) ; [13 juillet 2007] (p. 1907, 1941) ; [16 juillet 2007] (p. 2048)

Article 1er (exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires)

Son rappel au règlement (cf supra) [11 juillet 2007] (p. 1748)

Article 4 (réduction de l'assiette des droits de mutation à titre gratuit et modification de l'imposition des stock-options)

Son rappel au règlement (cf supra) [12 juillet 2007] (p. 1893)

Article 5 (renforcement du bouclier fiscal)

Ses interventions (p. 1913 et s.)

Ses rappels au règlement (cf supra) [13 juillet 2007] (p. 1924, 1933)

Projet de loi n° 63 renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2087, 2133)

Son intervention (p. 2127)

Son rappel au règlement (cf supra) [17 juillet 2007] (p. 2148)

Thèmes :

Droit pénal : alternatives à l'incarcération : délais (p. 2128)

Droit pénal : récidive : lois (p. 2129)

Justice : moyens (p. 2128)

Justice : exécution des décisions (p. 2128)

Justice : jugements : délais (p. 2128)

Discussion des articles [17 juillet 2007] (p. 2148) ; [18 juillet 2007] (p. 2167)

Article 1er (instauration de peines minimales d'emprisonnement applicables dès la première récidive de crimes ou de délits)

Ses interventions (p. 2150 et s.)

Article 2 bis (obligation pour le procureur de la République de prescrire une enquête de personnalité avant de prendre des réquisitions tendant à retenir la récidive)

Son intervention (p. 2168)

Après l'article 2 ter

Son intervention (p. 2173)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2205 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Son rappel au règlement (cf supra) [19 septembre 2007] (p. 2236)

Projet de loi n° 171 relatif à la lutte contre la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2684)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2688) : rejetée (p. 2692)

Thèmes :

Droit pénal : abus de biens sociaux (p. 2689)

Droit pénal : corruption : paradis fiscaux (p. 2690)

Droit pénal : corruption : Royaume-Uni (p. 2690)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature (p. 2689)

Justice : magistrats : syndicats (p. 2689)

Justice : parquet (p. 2689)

Sociétés : droit des affaires : dépenalisation (p. 2688)

Traités et conventions : droit international : corruption (p. 2688)

Discussion des articles [10 octobre 2007] (p. 2699)

Avant l'article 1^{er}

Son amendement n° 19 (suppression de la condition de condamnation dans le pays d'origine de l'auteur d'un crime ou d'un délit pour permettre l'ouverture en France d'une procédure à l'encontre du ou des complices) (p. 2699) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2700)

Reprend le sous-adt n° 28 de M. Michel Hunault (pour les seuls délits de corruption et de trafic d'influence) à son amendement n° 19 (p. 2700) : rejeté (p. 2700)

Après l'article 1er

Son amendement n° 20 (responsabilité civile des bénéficiaires d'un fait de corruption ou de trafic d'influence ayant donné lieu à une condamnation pénale) : retiré (p. 2703)

Après l'article 4

Son amendement n° 21 (détachements d'agents et d'officiers de police judiciaire auprès des tribunaux de grande instance afin d'y travailler sous la direction des magistrats du parquet et des juges d'instruction) (p. 2704) : rejeté (p. 2705)

Après l'article 5

Reprend l'adt n° 18 de M. Michel Hunault (constitution de partie civile uniquement à l'audience par les associations reconnues d'utilité publique) : rejeté (p. 2707)

Explications de vote et vote [10 octobre 2007]

Ses explications de vote (p. 2708)

Vote pour du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 2708)

Projet de loi n° 284 de financement de la sécurité sociale pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [24 octobre 2007] (p. 3195) ; [25 octobre 2007] (p. 3225, 3260, 3302), [26 octobre 2007] (p. 3336, 3362, 3404) ; [29 octobre 2007] (p. 3438, 3465)

Article 1^{er} (approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2006)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3198)

Article 5 (diminution du montant de la dotation et du plafond de dépenses du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - FAQSV)

Son rappel au règlement (cf. supra) [24 octobre 2007] (p. 3213)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSTIONS SPÉCIALES

JUSTICE

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Ses interventions (p. 4176, 4187, 4203)

Ses rappels au règlement (cf supra) [15 novembre 2007] (p. 4185, 4189, 4195, 4200)

Thèmes avant la procédure des questions :

Déchéances et incapacités : tutelle : magistrats (p. 4176)

Justice : palais de justice : travaux (p. 4176)

Justice : tribunaux d'instance : fermeture (p. 4176)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : censure (p. 4177)

Procédure des questions :

Justice : carte judiciaire : réforme (p. 4203)

Vote des crédits et articles rattachés [15 novembre 2007] (p. 4204)

Crédits de la mission "Justice" inscrits à l'état B

Son intervention (p. 4204)

Son amendement n° 224 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4204)

Projet de loi n° 351 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4421, 4455)

Son intervention (p. 4455)

Thèmes :

Commerce et artisanat : grande distribution : délais de paiement (p. 4456)

Commerce et artisanat : marges arrières (p. 4455 et s.)

Commerce et artisanat : seuil de revente à perte (p. 4456)

Consommation : recours collectifs de consommateurs (p. 4456)

Entreprises : délocalisations (p. 4456)

Impôts et taxes : politique fiscale (p. 4455)

Politique économique : pouvoir d'achat (p. 4455)

Discussion des articles [21 novembre 2007] (p. 4472) ; [22 novembre 2007] (p. 4514) ; [26 novembre 2007] (p. 4617, 4637) ; [27 novembre 2007] (p. 4704, 4736)*Avant le titre Ier*

Son amendement n° 87 (action de groupe) (p. 4472) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 4480)

Son rappel au règlement (cf supra) [21 novembre 2007] (p. 4480)

Intervient sur l'adt n° 75 de Mme Élisabeth Guigou (interdiction du démarchage, de la publicité, de la distribution et de l'ouverture de crédits renouvelables dans la même enceinte que celle de l'achat d'un bien et prohibition du démarchage à domicile de ce type de crédit) (p. 4517)

Projet de loi n° 498 pour le pouvoir d'achat

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [19 décembre 2007] (p. 5474) ; [20 décembre 2007] (p. 5538, 5559)

Après l'article 3

Son amendement n° 54 (définition de l'action de groupe) : rejeté (p. 5554)

Projet de loi n° 719 relatif aux organismes génétiquement modifiés

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [2 avril 2008] (p. 1149, 1169) ; [3 avril 2008] (p. 1198, 1216, 1249) ; [7 avril 2008] (p. 1284, 1313) ; [8 avril 2008] (p. 1395, 1415)

Article 1^{er} (principes généraux encadrant le recours aux organismes génétiquement modifiés)

Son rappel au règlement (cf supra) [2 avril 2008] (p. 1164)

Son amendement n° 342 (p. 1236)

Avant l'article 3

Intervient sur l'adt n° 177 troisième rectification précédemment réservé de M. Yves Vandewalle (possibilité pour les parcs nationaux et les parcs naturels régionaux, avec l'accord unanime des exploitants agricoles concernés, d'exclure la culture d'OGM sur tout ou partie de leur territoire, sous réserve que cette possibilité soit prévue par leur charte) (p. 1328)

Article 3 précédemment réservé (mise en œuvre de la coexistence entre cultures génétiquement modifiées, conventionnelles et biologiques)

Son intervention (p. 1335)

Article 4 précédemment réservé (dispositions pénales)

Son rappel au règlement (cf supra) [8 avril 2008] (p. 1415)

Article 5 précédemment réservé (responsabilité des exploitants mettant en culture des organismes génétiquement modifiés)

Son intervention (p. 1420)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2228) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 2236)

Thèmes :

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 2231)

Audiovisuel et communication : temps de parole : opposition (p. 2232)

Constitution : article 49, alinéa 3 (p. 2232)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 2230)

Constitution : V^e République (p. 2229)

Défense : opérations extérieures : contrôle parlementaire (p. 2230)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 2229, 2231)

Industrie : politique industrielle (p. 2228)

Justice : Conseil supérieur de la magistrature : réforme (p. 2232)

Parlement : commissions d'enquête (p. 2231)

Parlement : ordre du jour : opposition (p. 2231)

Parlement : prérogatives : résolution (p. 2232)

Parlement : rôle (p. 2229)

Politique extérieure : coopération militaire : information (p. 2230)

Politique générale : démocratie (p. 2229)

Politique générale : institutions : modernisation (p. 2233)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 2231)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 2231)

Union européenne : traité constitutionnel : référendums (p. 2228)

Discussion des articles [22 mai 2008] (p. 2337, 2379) ; [26 mai 2008] (p. 2413, 2445) ; [27 mai 2008] (p. 2516, 2549) ; [28 mai 2008] (p. 2595, 2625) ; [29 mai 2008] (p. 2667, 2691)

Avant l'article 1er

Son rappel au règlement (cf supra) [22 mai 2008] (p. 2338)

Intervient sur l'adt n° 116 de M. Gérard Charasse (affirmation du principe de laïcité) (p. 2345)

Son rappel au règlement (cf supra) [22 mai 2008] (p. 2350)

Article 1er (statut de l'opposition)

Ses interventions (p. 2372 et s.)

Après l'article 1er

Son amendement n° 274 (garantie du pluralisme et de l'indépendance des médias) (p. 2379) : rejeté (p. 2380)

Après l'article 3

Intervient sur le sous-adt n° 604 rectifié de M. Jean-Luc Warsmann (pas d'abrogation d'une disposition législative promulguée depuis moins d'un an) à son amendement n° 511 rectifié (p. 2393)

Son amendement n° 526 (référendum d'initiative populaire) (p. 2388) : retiré (p. 2394)

Son amendement n° 511 rectifié (référendum d'initiative populaire et parlementaire) (p. 2390) : adopté au SCRUTIN PUBLIC après modification (p. 2394)

Son amendement n° 576 (coordination) : adopté (p. 2395)

Article 4 (consultation d'une commission composée de parlementaires sur les nominations)

Son intervention (p. 2398)

Son amendement n° 279 (p. 2403)

Son sous-amendement n° 527 rectifié à l'adt n° 47 rectifié de la commission (p. 2404)

Son amendement n° 278 rectifié (p. 2404)

Son rappel au règlement (cf supra) [26 mai 2008] (p. 2413)

Article 5 (contrôle du Conseil constitutionnel sur les conditions de mise en œuvre des pouvoirs exceptionnels)

Son amendement n° 280 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2413)

Ses interventions (p. 2415 et s.)

Article 7 (déclaration du Président de la République au Parlement)

Son amendement n° 281 (de suppression) (p. 2438)

Article 8 (clarification du rôle du Premier ministre en matière de défense nationale)

Son amendement n° 282 (de suppression) (p. 2445) : adopté (p. 2447)

Après l'article 8

Son rappel au règlement (cf supra) [26 mai 2008] (p. 2450)

Intervient sur l'adt n° 51 rectifié de la commission (fonctions de membre du Gouvernement incompatibles avec toute fonction exécutive d'une collectivité de plus de 20 000 habitants) (p. 2452)

Son sous-amendement n° 528 (y compris toute fonction exécutive au sein d'un établissement public de coopération intercommunale) à l'adt n° 51 rectifié de la commission (p. 2451) : rejeté (p. 2454)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Son intervention (p. 2456)

Ses amendements n°s 283 à 285 (p. 2459 et s.)

Après l'article 9

Son amendement n° 499 (création d'une commission d'enquête à la demande de soixante députés ou de soixante sénateurs) (p. 2516) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2521)

Article 10 (retour des anciens ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Ses interventions (p. 2524 et s.)

Son amendement n° 290 (p. 2530)

Article 11 (domaine de la loi)

Ses interventions (p. 2543 et s., 2550)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Son amendement n° 292 (p. 2567)

Ses interventions (p. 2568 et s.)

Ses amendements n°s 293 à 295 (p. 2570 et s.)

Après l'article 13

Son amendement n° 517 (impossibilité de prendre des ordonnances en matière de libertés publiques) : rejeté (p. 2576)

Son amendement n° 518 (loi spécifique pour habiliter le Gouvernement à prendre une ordonnance) : rejeté (p. 2576)

Son amendement n° 519 (nécessité d'une ratification des ordonnances par une loi spécifique) : retiré (p. 2576)

Article 14 (avis du Conseil d'État sur les propositions de loi)

Son amendement n° 525 (p. 2580)

Après l'article 14

Son amendement n° 272 (assouplissement des règles de recevabilité financière des amendements) (p. 2600) : rejeté au SCRUTIN PUBLIC (p. 2602)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n° 301 (de suppression) (p. 2603)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses amendements n°s 302, 303 et 335 (p. 2611 et s.)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 489 : SCRUTIN PUBLIC (p. 2617)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son intervention (p. 2627)

Son amendement n° 490 (de suppression) : SCRUTIN PUBLIC (p. 2629)

Ses rappels au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2633 et s.)

Répond à l'intervention du Président de l'Assemblée nationale : n'a jamais douté de la sincérité du président mais souligne que celui-ci vient d'indiquer solennellement qu'il faudrait, dans certaines circonstances à définir de façon consensuelle, limiter le droit d'amendement (p. 2640)

Son amendement n° 491 (p. 2642)

Intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Brard (cf supra) (p. 2635)

Article 19 (conditions de mise en œuvre de la procédure d'urgence)

Son amendement n° 492 (p. 2645) : adopté (p. 2646)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Son amendement n° 495 (p. 2647)

Article 21 (missions de la Cour des comptes)

Son amendement n° 496 (p. 2647)

Son intervention (p. 2648)

Son rappel au règlement (cf supra) [28 mai 2008] (p. 2654)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses amendements n°s 497, 498, et 500 (p. 2655 et s.)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son intervention (p. 2667)

Après l'article 23

Son sous-amendement n° 530 (ou à la demande d'un groupe parlementaire) à l'adt n° 85 de la commission (déclaration du Gouvernement à caractère thématique devant les assemblées) (p. 2671) : adopté après rectification (p. 2672)

Son sous-amendement n° 529 (déclaration suivie d'un vote à la demande d'un groupe parlementaire) à l'adt n° 85 de la commission (p. 2671) : rejeté (p. 2673)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Son amendement n° 502 (p. 2680)

Après l'article 27

Son amendement n° 521 (Conseil supérieur de la magistrature garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire) (p. 2693) : rejeté (p. 2694)

Article 28 (conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 2704)

Article 34 (entrée en vigueur)

Son amendement n° 509 (p. 2728)

DEUXIÈME LECTURE

Avant la discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4372)

Soutient la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 4376) : rejetée au SCRUTIN PUBLIC (p. 4382)

Thèmes :

Assemblée nationale : amendements : droits (p. 4379)

Assemblée nationale : conditions de travail : délais (p. 4379)

Audiovisuel et communication : temps de parole : Président de la République (p. 4377)

Constitution : article 16 (p. 4378)

Constitution : séparation des pouvoirs (p. 4376)

Elections et référendums : référendum d'initiative parlementaire et populaire (p. 4379)

Ministères et secrétariats d'Etat : ministre : démission (p. 4378)

Ordonnances : projet de loi de ratification (p. 4379)

Parlement : Sénat : prérogatives (p. 4377)

Partis et mouvements politiques : pluralisme (p. 4376)

Partis et mouvements politiques : opposition : droits (p. 4376)

Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 4378)

Politique générale : démocratie : équilibre des pouvoirs (p. 4380)

Président de la République : déclaration devant le Congrès (p. 4378)

Président de la République : nominations : contrôle parlementaire (p. 4378)

Discussion des articles [8 juillet 2008] (p. 4411) ; [9 juillet 2008] (p. 4443, 4474)

Article 1er B (égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités politiques, professionnelles et sociales)

Son intervention (p. 4411)

Article 1er (garantie du pluralisme politique)

Ses interventions (p. 4414 et s.)

Article 3 bis (référendum d'initiative populaire et parlementaire et élargissement du champ du référendum)

Ses amendements n°s 186, 184, 233, 234 et 185 (p. 4419 et s.)

Article 4 (avis des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)

Son intervention (p. 4424)

Ses amendements n°s 187, 235, 236 et 188 (p. 4428 et s.)

Article 9 (missions et composition du Parlement)

Ses amendements n°s 241, 189, 242 et 240 (p. 4431 et s.)

Article 10 (retour des ministres au Parlement et délimitation des circonscriptions électorales)

Son intervention (p. 4446)

Ses amendements n°s 190, 244 et 245 (p. 4449)

Article 10 bis (publicité des auditions réalisées par les commissions parlementaires)

Son amendement n° 243 (p. 4453)

Article 11 (domaine de la loi)

Son sous-amendement n° 301 à l'adt n° 9 de la commission (p. 4456)

Son amendement n° 262 (p. 4463)

Ses rappels au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4463 et 4466)

Article 12 (vote de résolutions par les assemblées parlementaires)

Son intervention (p. 4469)

Ses sous-amendements n°s 329 et 330 à l'adt n° 306 du Gouvernement (p. 4474)

Article 13 (information et contrôle du Parlement sur l'intervention des forces armées à l'étranger)

Ses interventions (p. 4475 et s.)

Article 14 (présentation des projets de loi et avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi)

Ses amendements n°s 195 et 268 (p. 4477)

Son sous-amendement n° 300 à l'adt n° 14 de la commission (p. 4477) : adopté (p. 4478)

Son amendement n° 196 (p. 4478)

Article 15 (protection du domaine législatif)

Son amendement n° 197 (p. 4478)

Article 16 (engagement de la discussion législative sur le texte de la commission)

Ses amendements n°s 271, 272 et 269 (p. 4480)

Article 17 (nombre de commissions permanentes)

Son amendement n° 273 (p. 4481)

Article 18 (exercice du droit d'amendement)

Son amendement n° 275 (de suppression) (p. 4482)

Son rappel au règlement (cf supra) [9 juillet 2008] (p. 4484)

Son amendement n° 198 : SCRUTIN PUBLIC (p. 4485)

Ses amendements n°s 199 et 274 (p. 4488 et s.)

Article 19 (élargissement du droit d'amendement et conditions de mise en œuvre de la procédure accélérée)

Ses interventions (p. 4489 et s.)

Son amendement n° 277 rectifié (p. 4490) : adopté (p. 4491)

Ses amendements n°s 279 et 276 (p. 4491)

Article 20 (délai d'examen des projets et propositions de loi organique)

Ses amendements n°s 286 et 280 (p. 4492)

Article 22 (fixation de l'ordre du jour)

Ses sous-amendements n°s 282 à 284 à l'adt n° 26 rectifié de la commission (p. 4493)

Son amendement n° 281 (p. 4493)

Article 23 (engagement de la responsabilité du Gouvernement)

Son amendement n° 287 (p. 4495)

Article 24 (droits des groupes parlementaires)

Son amendement n° 289 (p. 4496)

Article 25 (composition du Conseil constitutionnel)

Ses amendements n°s 290 et 291 (p. 4497)

Article 26 (question préjudicielle de constitutionnalité)

Ses amendements n° 292 rectifié, 293 et 201 (p. 4500 et s.)

Article 28 (Conseil supérieur de la magistrature)

Son intervention (p. 4501)

Ses amendements n° 295 rectifié et 202 (p. 4503)

Article 30 sexies (habilitation permanente du Gouvernement à prendre des ordonnances pour adapter les dispositions législatives en vigueur dans les collectivités d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, dans les Terres australes et antarctiques françaises et à Clipperton)

Son intervention (p. 4504)

Article 31 (Défenseur des droits)

Ses amendements n°s 296 et 203 (p. 4507)

Article 32 (suivi parlementaire des activités de l'Union européenne)

Son amendement n° 297 (p. 4508)

Article 33 bis (délais minimaux d'examen des projets et propositions de révision)

Son intervention (p. 4510)

Article 35 (prise en compte de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne)

Son intervention (p. 4511)

Explications de vote et vote [9 juillet 2008] (p. 4511)

Ses explications de vote (p. 4512)

Vote contre du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche (p. 4513)

Proposition de loi n° 852 relative au respect du pluralisme dans les médias audiovisuels et prenant en compte le temps de parole du Président de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [22 mai 2008] (p. 2317)

Son intervention (p. 2326)

Thèmes :

Audiovisuel et communication : Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) (p. 2327)

Constitution : révision : institutions (p. 2326)

Parlement : prérogatives (p. 2326)

Partis et mouvements politiques : opposition : temps de parole (p. 2326)

Président de la République : temps de parole (p. 2326 et s.)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008] (p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11

juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Avant l'article 21

Son amendement n° 1033 précédemment réservé
(action de groupe) (p. 3320) : rejeté au SCRUTIN
PUBLIC (p. 3330)